



SÉANCE PLÉNIÈRE

Document 7-F
11 octobre 2021
Original: anglais

Note du Secrétaire général

CANDIDATURE AU POSTE DE VICE-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

En complément des informations données dans le Document 3, j'ai l'honneur de transmettre à la Conférence, en annexe, la candidature de:

M. Tomas LAMANAUSKAS (République de Lituanie)

au poste de Vice-Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications.

Houlin ZHAO
Secrétaire général

Annexe: 1



**MISSION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE AUPRÈS DE L'OFFICE
DES NATIONS UNIES ET DES AUTRES ORGANISATIONS
INTERNATIONALES À GENÈVE**

N° (80.1.15.1)SN80-144

La Mission permanente de la République de Lituanie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments à l'Union internationale des télécommunications (UIT) et a l'honneur, suite à la Note verbale N° (80.1.15.1)SN80-68 du 7 mai 2021, de confirmer la décision de la République de Lituanie visant à proposer la candidature de M. Tomas Lamanauskas au poste de Vice-Secrétaire général de l'UIT pour la période 2023-2026, lors des élections qui auront lieu pendant la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT qui se tiendra à Bucarest (Roumanie) du 26 septembre au 14 octobre 2022, et de soumettre les documents demandés.

Vous trouverez ci-joint:

- 1) une version électronique du curriculum vitae de M. Lamanauskas, au format Word;
- 2) la déclaration d'intention de M. Lamanauskas, au format Word;
- 3) une photo de M. Lamanauskas, au format jpg.

La Mission permanente de la République de Lituanie saisit l'occasion qui lui est offerte pour renouveler à l'Union internationale des télécommunications l'assurance de sa très haute considération.

Genève, le 11 octobre 2021



**MISSION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE AUPRÈS DE L'OFFICE
DES NATIONS UNIES ET DES AUTRES ORGANISATIONS
INTERNATIONALES À GENÈVE**

N° (80.1.15.1)SN80-68/2021

La Mission permanente de la République de Lituanie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments à l'Union internationale des télécommunications (UIT) et a l'honneur de communiquer la décision du Gouvernement de la République de Lituanie visant à présenter la candidature de M. Tomas Lamanauskas au poste de Vice-Secrétaire général de l'UIT pour la période 2023-2026, lors des élections qui auront lieu pendant la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT qui se tiendra à Bucarest (Roumanie) du 26 septembre au 14 octobre 2022.

M. Tomas Lamanauskas, ancien Directeur adjoint de l'Autorité de régulation des communications de la République de Lituanie, possède plus de 20 ans d'expérience au niveau international dans le domaine de la structuration des politiques relatives au secteur des télécommunications et des technologies de l'information et de la communication (TIC). Il a dirigé la Division de la stratégie institutionnelle de l'UIT et, dans le cadre de ses dernières fonctions au sein de l'UIT, a occupé le poste de Conseiller spécial pour la stratégie de gestion de crise (pour les questions liées au COVID-19) et les initiatives de partenariat. M. Tomas Lamanauskas a également exercé les fonctions de Directeur général adjoint de l'Autorité de régulation des télécommunications du Royaume de Bahreïn, de P.-D. G. et membre du Conseil d'administration de la Commission de régulation des télécommunications des îles Vierges britanniques, puis de Conseiller stratégique pour les TIC au sein du Bureau du chef des services d'information du Gouvernement de Vanuatu. Le curriculum vitae de M. Tomas Lamanauskas est joint à la présente Note.

La Mission permanente de la République de Lituanie saisit l'occasion qui lui est offerte pour renouveler à l'Union internationale des télécommunications l'assurance de sa très haute considération.

Genève, le 7 mai 2021

CURRICULUM VITAE – TOMAS LAMANAUSKAS

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE: APERÇU

- Associé directeur
Envision Associates, Londres, RU
2019 – Aujourd'hui
- Directeur du groupe Politique publique
VEON, Amsterdam, Pays-Bas
2016-2019
- Chef, Division de la stratégie institutionnelle
Union internationale des télécommunications
2013-2015
- Conseiller en politique TIC
Bureau du Premier ministre, Vanuatu
2012-2013
- Directeur général et membre du
Conseil d'administration
**Commission de régulation des
télécommunications, îles Vierges britanniques**
2009-2011
- Directeur général adjoint
**Autorité de régulation des
télécommunications, Royaume de Bahreïn**
2007-2009
- Directeur général adjoint et membre du conseil
d'administration
**Autorité de régulation des communications
République de Lituanie**
2004-2007
- Chargé de cours, professeur adjoint
Université de Vilnius
2002-2007
- Chef du service juridique
**Autorité de régulation des communications
République de Lituanie**
2001-2004
- Conseiller juridique
**Solutions d'affaires des télécoms
lituaniens, SARL**
1999-2001
- Professeur d'informatique
Lycée de Vilnius
1997-1998

INFORMATIONS PERSONNELLES

- LinkedIn: <http://linkedin.com/in/tlamanaukas>
- Twitter: @tlamanaukas
- Nationalité: Lithuanien (UE)
- Langues: anglais (courant), russe (courant), lithuanien (langue maternelle)

PROFIL

Plus de 20 ans de carrière dans les télécommunications et, plus largement, dans la stratégie, la politique publique et la réglementation des technologies de l'information et des communications. Une grande expérience internationale de direction et de leadership en matière de conseil d'administration. Capable de soutenir et diriger des équipes lors de transformations majeures dans des environnements hautement multiculturels, ayant été chef, chef adjoint ou membre du conseil d'administration d'autorités nationales de régulation dans trois régions différentes (Europe, Moyen-Orient et Caraïbes), conseiller gouvernemental senior dans une autre (Pacifique) et ayant dirigé la stratégie institutionnelle de l'Union internationale des télécommunications ainsi que la politique publique de VEON, société multinationale de technologie et de communication. Communicant expérimenté et leader d'opinion reconnu, comme en témoignent plus de 200 interventions lors d'événements organisés dans plus de 40 pays et en ligne, ainsi que des contributions à la Commission des Nations Unies pour le développement durable, au Forum économique mondial et des rapports similaires.

FORMATION

- Sloan Master en leadership et stratégie, 2019
London Business School, Royaume-Uni
- Master en administration publique, 2011-2012
Harvard Kennedy School, USA
- Master en réglementation et politique des télécommunications, 2004-2007
Université des Indes occidentales, Trinité-et-Tobago
- Master en droit, 1997-2002
Université de Vilnius, Lituanie

AUTRE

- **Prix et reconnaissance:** Prix de l'Autorité de régulation des communications de Lituanie "Poser les bases d'une réglementation juridique des communications électroniques"
- **UIT et processus similaires:** UIT PP-06, PP-10 et PP-14; WTDC-06 et WTDC-14; Sommet mondial sur la société de l'information 2005; Forums sur la gouvernance de l'internet 2006, 2013 et 2014; Comité directeur du projet Internet pour tous du Forum économique mondial; Réseau de planification stratégique des Nations Unies; Groupe de travail sur l'intégration de l'état de droit du Comité de haut niveau des Nations Unies sur les programmes; Groupe de direction du programme de la société connectée de GSMA; coordinateur du groupe de travail du réseau des régulateurs arabes pour la réglementation internationale de l'itinérance mobile
- **Prises de parole en public:** plus de 200 présentations et autres prises de parole lors de divers événements (dans plus de 40 pays et en ligne)
- **Expérience universitaire:** professeur invité à la London Business School, examinateur externe à l'Université d'Afrique du Sud (UNISA), membre du comité de rédaction de la revue "Telecommunications Policy" (publié par Elsevier) et enseignant-formateur à l'Institut lituanien d'administration publique
- **Publications et recherche:** plus de 20 articles et co-auteur de trois livres sur la réglementation et la politique des TIC

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

03/2019 – Aujourd'hui: Envision Associates, Londres, Royaume-Uni

Cabinet de conseil qui vise à permettre à ses clients d'atteindre leurs objectifs en matière d'affaires publiques, de politique publique, de réglementation et de stratégie dans les secteurs des télécommunications et des technologies numériques, avec pour mission de contribuer à la création et l'amélioration d'opportunités numériques durables pour tous.

Associé directeur

Gestion du cabinet et prestation de services de conseil. Principal engagement: conseiller spécial, initiatives de partenariat (auparavant Stratégie de crise (COVID-19)) pour l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Réalisations sélectionnées:

- Démarrage et soutien au lancement de la Plate-forme mondiale de l'UIT pour la résilience des réseaux (REG4COVID) afin de faire face à la pression accrue exercée sur les réseaux de télécommunications pendant la pandémie de COVID-19 et permettre aux décideurs, régulateurs et acteurs du secteur de partager leurs expériences afin que les réseaux restent résilients et que les services de télécommunications soient disponibles pour tous, dans la mesure du possible.
- Démarrage et conception de l'initiative Connect2Recover de l'UIT pour renforcer les infrastructures numériques suite à la pandémie de COVID-19, avec une collecte de fonds d'environ 2 millions de dollars.
- Facilitation de la collaboration entre l'UIT, l'Association des exploitants de satellites EMEA, Facebook, GSMA, Loon, Microsoft, SpaceX, le Pacte mondial des Nations Unies, l'UNICEF et le Forum économique mondial, ce qui a débouché sur le Dialogue de partenariat pour la connectivité.
- Lancement d'une série de tables rondes d'experts économiques de l'UIT sur l'impact du COVID-19 sur l'économie numérique.
- Mise en place d'un cadre de gouvernance à l'échelle de l'UIT pour les activités d'organisation visant à permettre au secteur de faire face à la crise du COVID-19.

01/2016 – 03/2019: VEON (auparavant VimpelCom), Amsterdam, Pays-Bas

Société internationale de communications et de technologies (cotée au NASDAQ et Euronext Amsterdam), servant à l'époque plus de 210 millions de clients sur 13 marchés (Algérie, Ukraine, Arménie, Géorgie, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Bangladesh, Pakistan, Italie, Tadjikistan et Laos), avec un chiffre d'affaires de plus de 9 milliards de dollars et une capitalisation boursière de plus de 4,5 milliards de dollars.

Directeur du groupe politique publique

Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre à l'échelle mondiale de la stratégie en matière de relations gouvernementales et de politique publique, ainsi que de l'interface avec les principaux forums d'engagement des parties prenantes (tels que l'ONU/UIT, le Forum économique mondial et GSMA).

Réalisations sélectionnées:

- Coordination du travail des chefs de la réglementation des sociétés opérationnelles du groupe.
- Construction, perfectionnement et gestion d'une équipe virtuelle de politique publique numérique mondiale.

- Levée des obstacles réglementaires et politiques au lancement de la plate-forme en ligne personnelle VEON (plate-forme numérique intégrant la messagerie, le contenu, le marché et l'auto-assistance pour les utilisateurs des télécommunications) ainsi que la mise en œuvre d'un certain nombre de projets de transformation mondiale des entreprises (par exemple, la mise en œuvre d'un système de soutien numérique aux entreprises).
- Facilitation du lancement de produits numériques, de la transformation numérique et de la défense d'intérêts gouvernementaux en développant une stratégie de politique numérique à l'échelle du groupe (notamment sur la protection des données, la cybersécurité, les services financiers numériques) et en diffusant les connaissances dans toutes les sociétés opérationnelles.

06/2013 – 12/2015: **Union internationale des télécommunications (UIT)**, Genève, Suisse
Agence des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Chef, Division de la stratégie institutionnelle

Responsable de: 1) l'élaboration de la stratégie institutionnelle et des politiques et plans connexes, ainsi que de l'obtention d'un consensus à leur sujet dans les différentes unités de l'organisation et parmi les membres; la coordination de la mise en œuvre, de l'évaluation et des rapports sur ces politiques et plans stratégiques; 2) programmes à l'échelle de l'organisation et représentation de sujets litigieux pour l'organisation, tels que les questions de politique publique liées à Internet et la cybersécurité, suite à une rupture sans précédent du consensus et de la confiance entre les États membres lors de la Conférence mondiale sur les télécommunications internationales en 2012 (CMTI-12), où 55 pays ont refusé de signer le traité final; 3) veiller à ce que l'organisation soit bien informée des nouvelles tendances politiques, économiques et technologiques et soit capable d'y répondre en temps utile.

Réalisations sélectionnées:

- Adoption, lors de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT en 2014, du programme "Connect 2020", premier programme intergouvernemental avec des objectifs concrets en matière de développement mondial des TIC, avec plus de 100 pays qui ont pris un engagement national de soutien.
- Direction de l'élaboration du Plan stratégique de l'UIT pour 2016-2019 jusqu'à l'adoption réussie d'un plan mettant en œuvre les principes d'une gestion orientée sur les résultats. Le Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG) de l'UIT a "pris note des améliorations significatives apportées et exprimé son soutien aux approches excellentes et innovantes adoptées, faisant également passer la gestion des risques au niveau stratégique" (08/01/2014). L'approche a été validée par le plan stratégique de l'UIT pour 2020-2023 en conservant le même cadre.
- Obtention d'un consensus complet des États membres sur le rôle et les activités futures de l'UIT concernant les questions liées à Internet et la cybersécurité lors de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT en 2014, inversant ainsi la répartition des membres lors de la CMTI-12.
- Conception et mise en œuvre d'un cadre de gestion opérationnelle actualisé, avec des indicateurs clés de performance actualisés, et établissement d'un processus de gestion des risques, afin de soutenir la mise en œuvre du Plan stratégique. Le CCGI a salué les "progrès impressionnants accomplis en peu de temps" (22/01/2015).
- Amélioration spectaculaire de la conformité de l'UIT aux recommandations du Corps commun d'inspection de l'ONU (l'UIT est passée de la 20ème à la 5ème place parmi les agences des Nations Unies qui respectent les recommandations).

- Lancement du "Programme des jeunes leaders de la politique des TIC" qui permet de renforcer l'autonomie de la prochaine génération de décideurs en matière de TIC.
- Renforcement de l'ouverture et de l'inclusion de l'UIT par le biais de: (a) consultations publiques sur le Plan stratégique (première organisation des Nations Unies à consulter le public sur sa stratégie); b) "Discussions ouvertes" du Secrétaire général; c) participation accrue des parties prenantes aux groupes de travail du Conseil de l'UIT.

07/2012 – 05/2013: Bureau du responsable de l'information du Gouvernement, Bureau du Premier ministre, Port-Vila, Vanuatu

Agence gouvernementale nationale, responsable de la politique et de la stratégie nationales globales en matière de technologies de l'information et des communications (numériques) ainsi que du développement et de la mise en œuvre de solutions d'administration en ligne à l'échelle du gouvernement.

Conseiller en politique TIC

Suite à une épreuve de force destructrice entre un régulateur et un ministre sectoriel, le gouvernement a fait appel à lui pour diriger l'élaboration et la mise en œuvre d'une nouvelle politique sectorielle en matière de technologies de l'information et des communications, d'une structure institutionnelle ainsi que de plans d'application et de suivi, et renforcer les capacités pertinentes des hauts fonctionnaires.

Réalisations sélectionnées:

- Négociation, au sein d'une équipe de négociation du Gouvernement, avec une entité du secteur privé le déploiement du premier câble sous-marin international pour Vanuatu qui est devenu opérationnel en janvier 2014. En novembre 2014, le régulateur du pays a signalé une baisse de 70% des prix d'internet.
- Mise en place d'un processus inclusif, pragmatique et collaboratif d'élaboration et de mise en œuvre des politiques, piloté par de multiples parties prenantes, qui a été salué par des observateurs externes avec des observations telles que: "Les idées de [ce] processus offrent un modèle de pratique qui sera très utile à d'autres nations du Pacifique pouvant souhaiter redévelopper leurs propres politiques en matière de TIC" (Chapitre sur les îles du Pacifique de la Société internet, 18/05/2013).
- Développement d'une politique nationale en matière de TIC en guidant le développement du secteur, ce qui a suscité des commentaires comme: (a) "Je suis vraiment ravi de voir un document aussi substantiel et approfondi [...] [C]eci est une réalisation véritablement historique." (Dan McGarry, Pacific Institute of Public Policy, 28/05/2013); (b) "Je souhaite féliciter l'OGCIO pour la qualité et la profondeur de la politique. [...] Elle est excellente, bien pensée et couvre toutes les questions de manière transparente." (Ron Box, régulateur des télécommunications et des radiocommunications, 16/05/2013).
- Développement d'une politique d'accès universel qui a permis de diviser par plus de 10 la contribution financière publique à la mise en place de points d'accès publics à internet, renforcer la durabilité du programme et renforcer l'éducation grâce aux outils numériques.
- Renforcement du soutien des partenaires de développement (y compris la réouverture d'un fonds de 2,8 millions de dollars australiens précédemment gelé pour le développement des TIC).

06/2009 – 06/2011: **Commission de régulation des télécommunications des îles Vierges (britanniques)**, Road Town, Tortola, BVI

Autorité nationale de régulation des télécommunications.

Directeur général (et membre du conseil d'administration)

Direction de l'organisation, conseil au ministre du secteur et collaboration avec des organisations étrangères et internationales.

Réalisations sélectionnées: Élaboration d'une étude de marché qui a conduit à un renforcement de la concurrence dans le secteur; renforcement de la protection des consommateurs grâce à un nouveau cadre de protection des consommateurs; renforcement de la préparation du secteur aux catastrophes naturelles grâce à un cadre industriel pour la gestion et la réponse aux urgences; accroissement de l'efficacité de l'utilisation du spectre radioélectrique en renforçant les capacités de surveillance radio; apaisement des inquiétudes du public concernant les radiations électromagnétiques liées à l'infrastructure sans fil grâce à un exercice de mesure des radiations électromagnétiques à l'échelle du territoire mené conjointement avec une université régionale et un organisme international de normalisation; réalisation de la mise en place d'un point d'échange internet et d'un centre de données TIC dirigé par le secteur privé; renforcement de la capacité opérationnelle de l'organisation grâce à un nouveau cadre administratif interne, une nouvelle structure et de nouveaux recrutements.

02/2007 – 06/2009: **Autorité de régulation des télécommunications, Royaume de Bahreïn**, Manama, Bahreïn

Autorité nationale de régulation des télécommunications.

Directeur général adjoint

Direction de l'organisation comme "commandant en second" avec une responsabilité directe pour la stratégie de l'autorité, une contribution à la politique sectorielle globale et aux programmes stratégiques clés.

Reconnaissance des réalisations: Reconnaissance de l'autorité par le Conseil des télécommunications de la SAMENA (Asie du Sud, Moyen-Orient et Afrique du Nord) comme "régulateur le plus progressiste de l'année 2009" et reconnaissance de l'autorité par la publication régionale CommsMEA comme Régulateur de l'année 2009.

10/2004 – 02/2007: **Autorité de régulation des communications de la République de Lituanie**, Vilnius, Lituanie

Autorité nationale de régulation des communications électroniques et des postes.

Directeur général adjoint (et membre du conseil d'administration de novembre 2005 à février 2007)

En tant que membre de l'équipe de direction, il était responsable de la stratégie de l'autorité, des affaires juridiques ainsi que de la coopération européenne et internationale.

Réalisations sélectionnées: Taux de pénétration de la téléphonie mobile le plus élevé au monde (Infoma Telecoms & Media, 2005); tarifs de téléphonie mobile parmi les plus bas en Europe (Commission européenne, 2005) et tarifs du haut débit les plus bas d'Europe (ministère finlandais des Transports et des Communications, 2005).

09/2002 – 01/2007: **Université de Vilnius**, Vilnius, Lituanie

Établissement d'enseignement supérieur lituanien le plus ancien, le plus grand et le premier au classement national.

Assistant d'enseignement, chargé de cours, professeur adjoint

Conception et/ou enseignement des cours suivants: Droit européen de la concurrence, Droit international et européen des technologies de l'information, Droit de l'informatique, Réglementation juridique du commerce électronique, Droit international privé, Droit international public.

Réalisations sélectionnées: Au sein d'une petite équipe de collègues chargés de cours à la Faculté de droit, introduction d'un enseignement de sujets de droit des technologies de l'information et de la communication dans les programmes de divers départements de l'Université de Vilnius et création du Centre du droit de l'informatique.

10/2001 – 10/2004: **Autorité de régulation des communications de la République de Lituanie**, Vilnius, Lituanie

Chef du service juridique

Mise en place et direction de la fonction juridique de l'autorité de régulation nouvellement créée.

Réalisations sélectionnées: Libéralisation réussie du marché lituanien des télécommunications; conclusion réussie des négociations d'adhésion à l'Union européenne avec la Commission européenne sur le chapitre des télécommunications, et mise en place d'une fonction juridique efficace.

11/1999 – 10/2001: **UAB Lietuvos telekomo verslo sprendimai (Solutions d'affaires des télécoms lituaniens) (aujourd'hui intégrée à AB Telia Lietuva)**, Vilnius, Lituanie

Filiale de l'opérateur historique national de téléphonie fixe et du plus grand fournisseur de services internet (contrôlé par Telia), responsable du service d'environ 600 clients professionnels clés de l'opérateur.

Conseiller juridique

Responsable de l'assistance juridique complète aux fonctions commerciales et des produits de l'organisation.

10/1997 – 06/1998: **Lycée de Vilnius des sciences exactes, naturelles et techniques (aujourd'hui Lycée de Vilnius)**, Vilnius, Lituanie

Une des principales écoles secondaires de Lituanie.

Professeur d'informatique

INTÉRÊTS PERSONNELS/HOBBIES

J'aime passer mes vacances à la montagne (ski, randonnée), sous l'eau (PADI Divemaster), ou découvrir de nouveaux endroits. Avant le COVID-19, j'avais l'habitude d'agrémenter ma vie citadine avec du jazz et autres découvertes musicales. Je déstresse en courant (j'ai fait plusieurs semi-marathons), en allant au fitness ou en lisant un livre.



L'UIT dont le monde a besoin aujourd'hui

Déclaration d'intention de M. Tomas Lamanauskas

Candidat au poste de Vice-Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications

Si les États Membres me confient ce mandat, je veillerai à ce que l'UIT mette pleinement à profit son expérience, ses compétences et ses ressources pour aider le monde à relever les défis les plus urgents et à exploiter les possibilités qui se présentent:

- 1) en nouant de vastes partenariats axés sur les résultats, afin que chacun puisse accéder au monde numérique;**
- 2) en faisant de la durabilité une priorité essentielle à l'échelle de l'UIT, en veillant à ce que chaque initiative et activité de l'UIT comporte un volet lié au changement climatique;**
- 3) en faisant en sorte que l'UIT soit une organisation adaptée à son temps, en fixant des objectifs plus ambitieux en matière d'orientation vers les résultats, de responsabilisation et de transparence, de rapidité et d'efficacité, mais aussi de souplesse et d'agilité, et en ce qui concerne le recours à des outils numériques et à des méthodes de travail modernes.**

Avant tout, je tiens à ce que l'UIT offre un cadre neutre, où tous s'efforcent de parvenir à une compréhension mutuelle et d'agir collectivement afin de résoudre les problèmes les plus urgents et œuvrent de concert en vue de concrétiser la vision commune d'un monde véritablement connecté.

Au début de la pandémie de COVID-19, alors que de nombreux pays à travers le monde entraient en période de confinement, les pouvoirs publics ont pris la mesure de la dépendance de la société et de l'économie à l'égard de la technologie. Chacun s'est alors posé la question de savoir ce qu'il fallait faire pour gérer cette crise. Tous les pays étaient confrontés à une situation sans précédent, et pour l'essentiel, aux mêmes difficultés.

En une semaine, la plate-forme [REG4COVID](#) a été lancée. Elle a permis aux pouvoirs publics, aux régulateurs et à d'autres parties prenantes d'échanger des idées et de tirer des enseignements à partir des données d'expérience de chacun.

Lorsque la première vague de COVID-19 a commencé à décliner et que les gouvernements se sont penchés sur la façon dont les technologies pouvaient contribuer à mieux reconstruire le monde, certains États Membres de l'UIT nous ont demandé ce qui pouvait être fait pour aider les pays les moins bien connectés à tirer parti de l'infrastructure numérique dans la lutte contre la pandémie et les efforts de rétablissement, et sur la façon de soutenir cette action. L'initiative [Connect2Recover](#) a ainsi été créée.

Ces deux initiatives, qui s'inscrivent dans le cadre des activités que j'ai récemment menées à bien à l'UIT en ma qualité de Conseiller spécial pour la stratégie de gestion de crise et les initiatives de partenariat, illustrent ce que l'UIT fait le mieux, à savoir réunir toutes les parties prenantes, leur permettre d'apprendre les unes des autres et de se soutenir mutuellement et les aider à tirer parti de la connectivité et des technologies numériques pour relever les défis auxquels le monde est confronté et saisir les occasions qui se présentent, dans un esprit d'unité d'action. C'est ainsi que l'action de l'UIT peut être rapide, souple, réactive et efficace et produire de véritables résultats. Selon l'expression rendue célèbre par le président d'un État membre de l'UIT: "Oui, nous le pouvons".

Tout au long de ma carrière, j'ai eu l'honneur de faire partie de la communauté de l'UIT. J'ai pu constater la valeur (et les lacunes) de l'UIT, à la fois en tant que membre du personnel et conseiller, et lorsque je représentais des États Membres et des entités du secteur privé. J'ai fait l'expérience des travaux de l'UIT du point de vue des gouvernements de quatre régions du monde, représentant des pays caractérisés par des niveaux de développement économique, de connectivité numérique et de revenus très différents.

Fort de mon expérience, je suis convaincu que nous sommes capables de nous adapter pour relever les défis qui nous attendent et tirer parti des possibilités qui s'offrent.

Quels sont, selon moi, ces défis et possibilités? Comment nous y adapter? Quelle sera ma contribution dans ce contexte?



PARTENARIATS POUR LA CONNECTIVITÉ

Tout d'abord, nous devons nouer des partenariats visant à offrir à tous une connectivité de qualité. La pandémie a constitué un formidable appel à l'action en vue d'intensifier les efforts déployés pour réduire la fracture numérique. Il nous faut accélérer les progrès, ce qu'aucun gouvernement ne saurait accomplir à lui seul.

La connectivité a atteint un niveau sans précédent au niveau mondial. Néanmoins, nombreux sont ceux qui ne sont toujours pas connectés et [93% des personnes non connectées](#) vivent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Des investissements massifs en faveur de la connectivité seront nécessaires pour que tous puissent en bénéficier. La grande majorité de ces investissements, c'est-à-dire 75% [selon les estimations](#), proviendront du secteur privé.

Dans un écosystème de connectivité toujours plus complexe, les investissements proviendront non seulement des opérateurs de télécommunication, mais aussi des fonds d'investissement privés, des fonds d'infrastructure, des hypercentres de données, des entreprises de construction de pylônes, des sociétés indépendantes spécialisées dans les réseaux à fibres optiques et d'autres nouveaux acteurs.

L'UIT a un rôle déterminant à jouer en réunissant toutes les parties prenantes, afin de nouer des partenariats axés sur les résultats au service d'une connectivité efficace et universelle. Elle a la capacité de rassembler les principaux acteurs et de contribuer à la création d'environnements propices pour libérer un flux d'investissements et optimiser la façon dont la connectivité est utilisée.

Nous devons offrir aux pays les plus pauvres et aux communautés les plus isolées une connectivité de qualité suffisante pour que les personnes puissent faire des études, gagner leur vie, accéder aux services de santé et réaliser leurs ambitions personnelles, quelles qu'elles soient.

Compte tenu de l'expérience que j'ai acquise au sein du Gouvernement de Vanuatu, je sais ce qui doit être fait pour déployer rapidement une connectivité de qualité à grande échelle, depuis un point de départ très bas. Nous avons mis en place une politique nationale globale dans le domaine des TIC, élaborée dans le cadre d'une véritable collaboration, et négocié le déploiement du tout premier câble sous-marin du pays, ce qui [a permis d'améliorer](#) la qualité de la connectivité et de faire immédiatement baisser les prix de l'Internet large bande de 70% et de multiplier par deux le nombre d'abonnements. Nous avons également [élaboré](#) une politique relative à l'accès universel qui, selon le Premier ministre du pays, a permis de fournir une couverture mobile à 98,8% de la population et une couverture large bande à 86,2% de la population.

À l'heure où les gouvernements accordent de plus en plus la priorité à la connectivité numérique dans leurs plans de rétablissement au lendemain du COVID-19, et alors que divers acteurs du secteur privé participent au déploiement de ces plans, je travaillerai en collaboration avec le Secrétaire général et les Directeurs des Bureaux pour nouer des partenariats cohérents et efficaces mobilisant l'ensemble de l'UIT, de ses Secteurs et de ses Bureaux. Ces partenariats doivent permettre de rassembler tous les éléments nécessaires pour offrir une connectivité à davantage de personnes: des réseaux communautaires au large bande mobile et fixe et aux satellites, de l'offre à la demande, et de l'activité commerciale à la mise en place d'environnements politiques et réglementaires propices.



AMBITION AXÉE SUR LA DURABILITÉ

Nous devons aussi tenir nos engagements en matière de durabilité, en tant qu'organisation et en tant que secteur, et donner à chacun les outils technologiques nécessaires pour respecter ses propres engagements en matière de changement climatique. La survie de l'humanité est en jeu. Si nous détruisons notre planète, rien d'autre n'aura d'importance.

L'hypothèse la plus fondamentale de notre ère – à savoir que le monde va continuer de devenir meilleur – se trouve sérieusement compromise. Les changements climatiques constituent un défi imminent, et la neutralité carbone d'ici à 2050 un objectif minimum absolu. De nombreuses entreprises du secteur montrent l'exemple, en prenant des engagements en faveur de la neutralité carbone d'ici à 2030. Il est essentiel que cet objectif soit le plus universel possible. L'UIT devrait également continuer de se concentrer sur des questions telles que la réduction des déchets d'équipements électriques et électroniques.

La durabilité et le changement climatique doivent être une priorité pour l'UIT dans tous les secteurs, initiatives et activités. Nous devons aider le secteur à jouer son rôle en aidant l'humanité à relever le défi existentiel auquel elle est aujourd'hui confrontée, en faisant en sorte que le secteur devienne lui-même plus respectueux de l'environnement et en tirant le meilleur parti des technologies pour aider d'autres acteurs à réduire leurs émissions.

Il nous faut également aider le secteur à jouer le rôle qui lui revient dans la stratégie relative à la durabilité en général. L'UIT devrait être un partenaire essentiel et volontaire pour tous ceux qui s'emploient à réaliser cet objectif fondamental.



UNE ORGANISATION ADAPTÉE À SON TEMPS

Enfin, nous devons faire de l'UIT une organisation adaptée à son temps: souple, réactive, axée sur les résultats, transparente et responsable. L'UIT compte parmi les plus petites institutions du système des Nations Unies. Nos méthodes de travail doivent être rapides, efficaces et souples. Il est indispensable de tirer parti de l'expérience diversifiée et des compétences spécialisées de nos membres pour y parvenir.

Je sais que la fierté que je ressens en tant que membre de la communauté de l'UIT est largement partagée. Nous avons la chance de pouvoir compter sur un personnel loyal, engagé et qui croit en notre mission. Il nous faut exploiter ce sens du service et cette envie de réussir en donnant à notre personnel les moyens de prendre des initiatives et de produire des résultats au profit des membres et du monde entier. Il est impératif de garantir une transparence et une responsabilisation totales. Pour ce faire, il ne faut pas avoir recours à des procédures stériles, mais à des cadres efficaces axés sur les risques, en encourageant la responsabilité individuelle et l'adhésion, avec des contrôles institutionnels pragmatiques.

L'UIT doit mener à bonne fin l'intégration de la gestion axée sur les résultats dans tous les processus de gestion stratégique, opérationnelle et financière. Les processus opérationnels, les activités et les cadres de travail de l'UIT devraient tenir compte des pratiques de gestion d'avant-garde, dans l'intérêt des membres et du monde en général. Nous devons donner l'exemple au sein du système des Nations Unies, en exploitant des outils numériques et des méthodes de travail modernes et en nous adaptant à la "nouvelle normalité", notamment au nouvel environnement économique.

Enfin, il est essentiel que l'UIT travaille à tous les niveaux en étroite collaboration avec ses membres (États Membres, Membres de Secteur et établissements universitaires) et tire parti de leur expérience diversifiée et de leur savoir-faire. De plus, l'organisation doit se tourner résolument vers une approche collaborative et agir avec d'autres acteurs au service du bien commun.

Ces ambitions sont vides de sens si nous ne pouvons pas œuvrer de concert. Qu'il s'agisse de la connectivité, des changements climatiques ou du COVID-19, les défis d'aujourd'hui et de demain ne connaissent pas de frontières. Nous devons rallier tout le monde à notre cause, déterminer les points sur lesquels nous sommes d'accord, réaliser ensemble des progrès tangibles dans ces domaines et poursuivre le dialogue sur les questions pour lesquelles un accord n'a pas encore été trouvé.

L'année précédant celle où j'ai rejoint l'UIT en tant que Chef de la Division de la stratégie institutionnelle a été marquée par un affaiblissement inédit du consensus et de la confiance, lors de la CMTI-12. Nous avons réagi en nous concentrant sur ce qui nous unissait plutôt que sur ce qui nous séparait. Dans ce contexte, nous avons élaboré le programme Connect 2020 (que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de Connect 2030). Plus de 100 pays ont pris des engagements nationaux concrets, afin d'appuyer la mise en œuvre de ce programme. En effet, lorsque nous avons recherché un terrain d'entente, nous avons compris qu'un accord était possible sur de nombreuses questions.

Depuis 1865, l'UIT sert de cadre permettant à la communauté mondiale de se réunir et de s'entendre sur la manière de communiquer. Malgré les deux guerres mondiales, l'émergence de pays indépendants et la guerre froide, l'UIT a permis de maintenir un dialogue. De tous temps, l'UIT a été le lieu où chacun pouvait s'asseoir à la table des négociations. Cet aspect prend tout son sens dans le monde d'aujourd'hui, marqué par des incertitudes, des tensions et des mutations rapides.

Quoi que nous réservent les années à venir, je travaillerai sans relâche, en tant que Vice-Secrétaire général, pour trouver un accord sur la façon de relever les plus grands défis auxquels nous sommes confrontés et de saisir les possibilités qui s'offrent à nous. Notre objectif ne sera pas seulement de rechercher un accord, mais de réaliser ensemble des progrès concrets. Lorsque des désaccords surviendront – ce qui ne manquera pas d'arriver –, je suis fermement convaincu que l'UIT continuera d'offrir un cadre où tous pourront poursuivre le dialogue.

Depuis 156 ans, nous aidons le monde à communiquer. Avec suffisamment d'énergie et de détermination, en cherchant à concrétiser la vision commune d'un monde véritablement connecté et en faisant preuve de compréhension, j'ai la conviction que nous pourrions poursuivre cette action dans une perspective d'avenir. Le monde dépend plus que jamais de notre réussite.